



# Assainissement : encourager les communautés à prendre l'initiative



**Muhammad Abdus Sabur**

Consultant en santé publique et ancien représentant national de WaterAid au Bangladesh. [sabur.pso@gmail.com](mailto:sabur.pso@gmail.com)

La plupart des programmes d'assainissement traditionnels offrent une subvention à chaque famille afin de réduire le coût de la construction de toilettes. Cette approche part de l'hypothèse que la construction de toilettes, ainsi que leur utilisation, sont des décisions individuelles et dépendent du comportement de chaque foyer en matière d'hygiène. Toutefois, cette approche n'entraîne que des améliorations minimales et très progressives de l'assainissement. En outre, une fois que les pionniers et les foyers les plus aisés ont adopté des installations d'assainissement, les progrès se font encore plus lents.

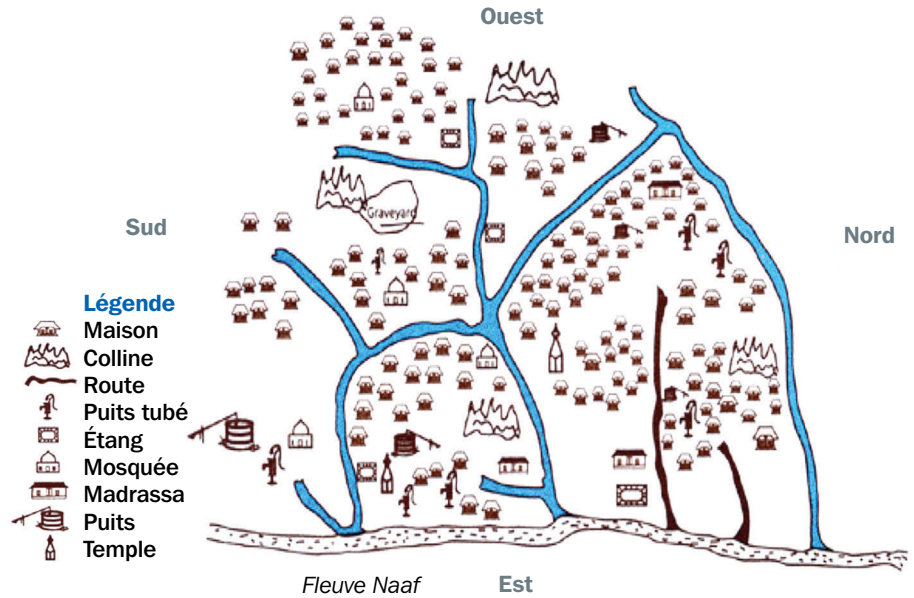
Peu de programmes de grande échelle de ce type ont été couronnés de succès. La raison en est peut-être que les foyers qui construisent des toilettes dans le cadre de tels programmes fortement subventionnés se sentent moins responsables de leurs installations sanitaires et sont ainsi moins disposés à améliorer durablement leur comportement en matière d'hygiène.

## Assainissement total piloté par la communauté : une nouvelle approche

Au cours des 15 dernières années, des organisations non gouvernementales (ONG) au Bangladesh ont mis en place une nouvelle approche pour améliorer l'assainissement : l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Ce type d'initiative a également été reproduit dans d'autres pays en Asie et en Afrique. La différence essentielle entre les approches antérieures et l'ATPC est que la demande d'amélioration émane des communautés elles-mêmes.

Cette approche reconnaît que l'assainissement est un bien à la fois privé et collectif et que les comportements individuels en matière d'hygiène peuvent affecter l'ensemble de la communauté : si vos voisins défèquent à l'air libre, vos enfants risquent de contracter des maladies véhiculées par les excréments même si les membres de votre foyer utilisent des toilettes, se lavent les mains et ont une bonne hygiène. En ce sens, dans l'ATPC, l'assainissement est dit « total » car la défécation à l'air libre est définitivement abandonnée, ce qui implique que chaque membre de la communauté possède ou ait accès à des toilettes.

Le principal avantage de l'ATPC par rapport aux programmes conventionnels est qu'il implique l'ensemble de la communauté. Chaque foyer de la communauté doit cesser de déféquer à l'air libre et utiliser des installations sanitaires. Cette approche implique même les foyers les plus modestes et les plus vulnérables et fait en sorte que la communauté et les autorités locales aident les foyers



Habitants du village de Tecknaf, Bangladesh

Figure 1. Cartographie sociale de la communauté

démunis à accéder à des toilettes disposant d'un système d'évacuation hygiénique des excréta. L'ATPC se différencie ainsi de la plupart des programmes d'assainissement conventionnels, qui favorisent généralement les foyers qui ont les moyens d'installer des toilettes, ont suffisamment d'espace pour les construire et sont les premiers sur la liste des candidats aux subventions.

## L'ATPC en pratique

Cette approche encourage les gens à réfléchir à l'assainissement total et à envisager ce à quoi ressemblera leur communauté une fois l'assainissement total mis en place. Elle part de l'hypothèse que la communauté a la force et la volonté de surmonter ses problèmes, tout en reconnaissant qu'une aide extérieure peut être nécessaire pour que la communauté identifie sa situation actuelle et la nécessité de l'améliorer. Toutefois, il est essentiel que la communauté elle-même désire le changement. Le rôle de l'ONG est donc celui d'un animateur qui aide les communautés à :

- analyser leur situation actuelle
- identifier les points à améliorer
- planifier la mise en œuvre de ces améliorations, dont la formation d'artisans locaux à la construction de latrines à bas coût
- mettre en œuvre des solutions qui répondent à leurs propres besoins.

L'ONG se concentre ainsi sur le développement social par le biais du renforcement des institutions et de l'autonomisation communautaire, au lieu de se focaliser sur la prestation de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le processus de mise en œuvre de l'assainissement total dans une zone géographique ou administrative donnée débute au niveau communautaire, soit dans un village

ou un hameau. Le plus important est que les habitants se considèrent comme une communauté dont les membres interagissent et s'entraident. À mesure que les communautés dans une zone géographique ou administrative donnée prennent part au processus, les communautés voisines constatent les améliorations et cherchent à en savoir plus sur l'assainissement total. Toutes les communautés d'une zone géographique ou administrative finissent par être parties prenantes, ce qui amorce la réalisation d'une couverture totale.

Le succès de cette approche dépend du niveau d'engagement des individus au sein des communautés. La contribution des intervenants extérieurs est souvent importante au début, lorsqu'ils encouragent la communauté à participer. Toutefois, au fur et à mesure que le processus avance, le besoin d'une intervention extérieure diminue et finit par disparaître.

Un ensemble d'outils d'évaluation participatifs sont utilisés au cours du processus. Par exemple, la cartographie de la communauté (Figure 1) peut aider la communauté à identifier et analyser sa situation actuelle.

## Conclusion

Des ONG au Bangladesh et dans d'autres pays indiquent qu'elles ont utilisé l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté pour mettre un terme à la défécation à l'air libre, en ayant recours à des techniques participatives pour sensibiliser les communautés aux problèmes d'assainissement locaux et les aider à les résoudre. L'alliance d'une demande communautaire et du soutien d'une ONG externe a permis à des milliers de communautés d'atteindre une couverture d'assainissement totale sans accorder aux foyers des subventions de matériel.